



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2013**

**GROUPE III
SOCIETE NATIONALE DE
RECOUVREMENT
(SNR)**

RAPPORT DEFINITIF

**ARMP - AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal

Ce document contient 25 pages (incluant celle-ci)

Réf. NDS/DSDS/OS/2015-05/581



SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	14
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	14
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	14
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	14
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	14
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)	16
3.2.3 Marchés conclus par AOO	17
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP	17

3.2.3.2	<i>Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP</i>	17
3.2.4	<i>Marchés conclus par AOR</i>	17
3.2.5	<i>Marchés de prestations intellectuelles</i>	17
3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	17
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	18
3.2.8	<i>Avenants</i>	18
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	18
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	18
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	18
3.4	<i>Constats relatifs à l'Inspection physique</i>	18
4.	<i>Synthèse des non conformités et recommandations</i>	19
5.	<i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i>	21
6.	<i>STATISTIQUES DES ANOMALIES</i>	22
7.	<i>ANNEXES</i>	23
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	23
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	25

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SNR	Société Nationale de Recouvrement
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- ✚ l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
- ✚ l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- ✚ l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- ✚ en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
- ✚ en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- ✚ la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
- ✚ la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
- ✚ et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées à l'annexe 1, ci-joint, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
- ✚ de la Directive N°05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

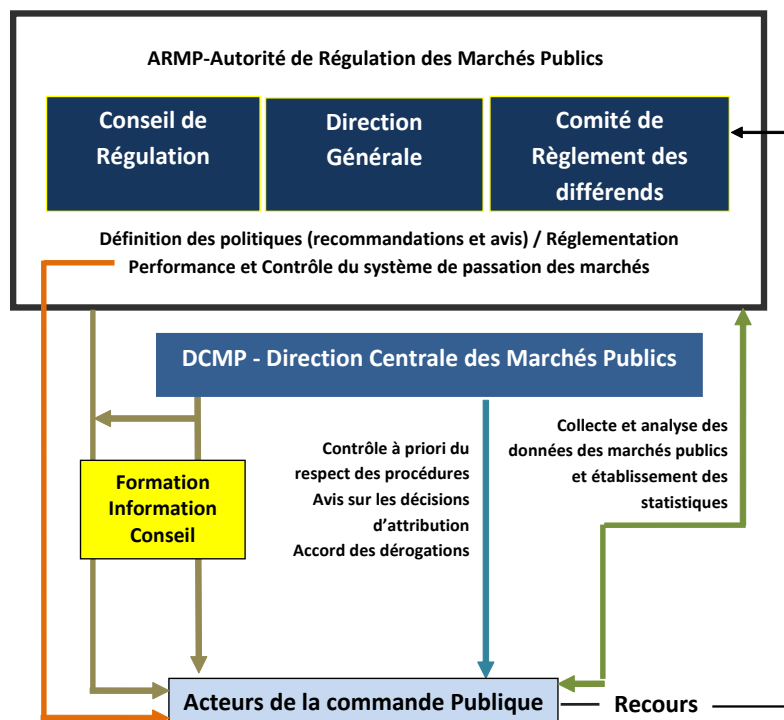
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



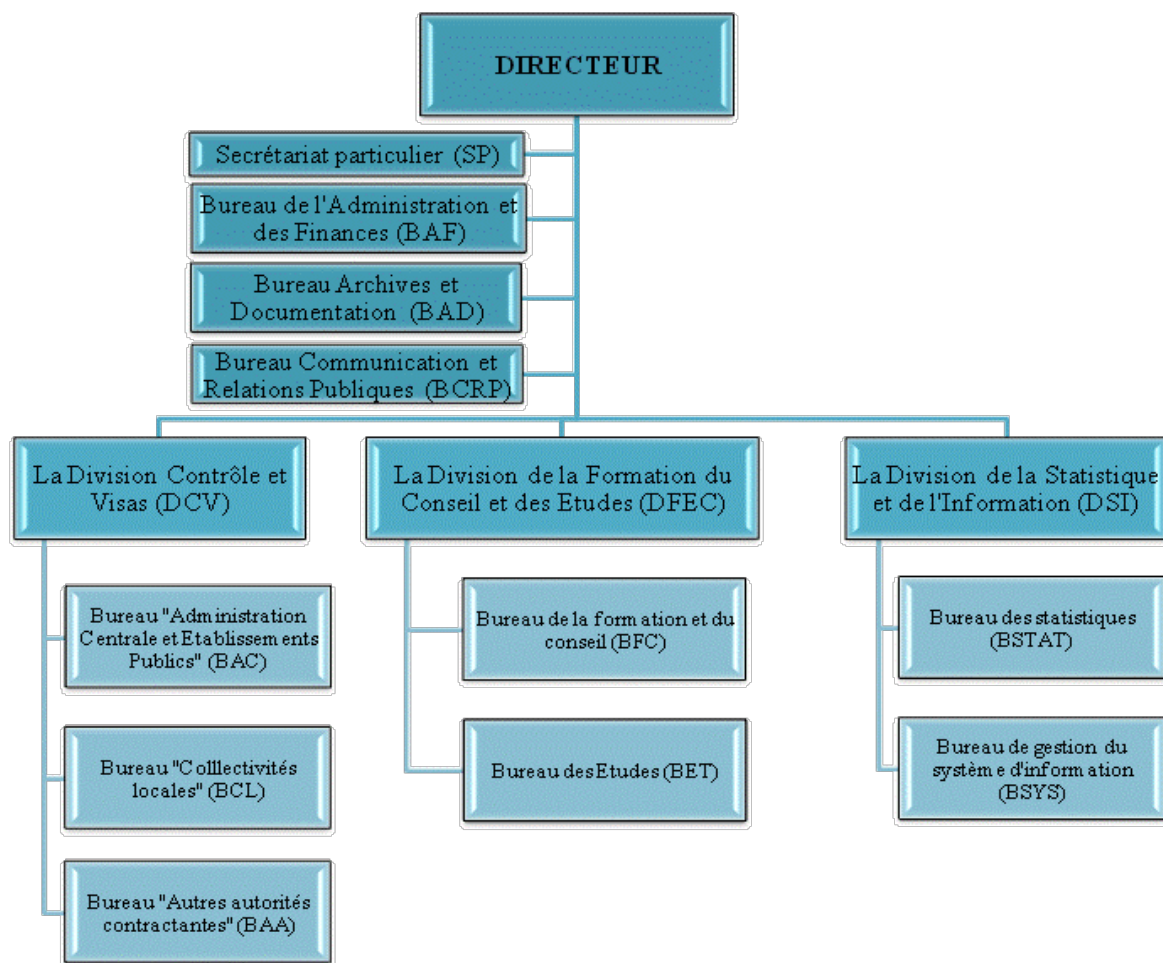
La Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000






Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes





2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit cinq (05) procédures d'appel d'offres à savoir :

-  appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
-  appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
-  appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
-  appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
-  appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

-  l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
-  la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP ;
-  la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
-  les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

La Société Nationale de Recouvrement (SNR) a été créée par la loi n°91-21 du 16 février 1991. Elle a pour objet :

- le recouvrement des créances gelées issues des banques comprises dans la restructuration du secteur bancaire qui lui sont transférées par l'Etat ;
- le remboursement du passif gelé de certaines banques ;
- le recouvrement de toute autre créance d'une personne morale de droit public ou société nationale pour laquelle elle a reçu mandat, dans les conditions prévues à cet effet par la loi ou le règlement ;
- la poursuite, dans les conditions prévues par la loi visée à l'article premier ci-dessus, de toute autre activité tendant à l'assainissement du secteur bancaire.

3.1.2 Commission des marchés

Nous n'avons pas obtenu d'attestation ou de diplôme en matière de marchés publics justifiant que les membres de la commission ont suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2013.

Un retard a été constaté sur l'établissement de la note de service instituant la mise en place de la Commission des Marchés de la Société Nationale de Recouvrement. En effet, les décisions devant être transmises avant le 05 janvier de l'exercice concerné, ont été datées du 10 janvier 2013.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

Nous n'avons pas obtenu d'attestation ou de diplôme en matière de marchés publics justifiant que le Responsable de la cellule a suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2013.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Nous n'avons obtenu ni les rapports trimestriels, ni le rapport annuel de la Cellule de Passation des marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP, contrairement à ce que stipule l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics..

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Nous avons bien obtenu le plan de passation des marchés de la SNR pour la gestion 2013. Nous n'avons pas de constats spécifiques.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

Nous avons obtenu la preuve de publication de l'Avis Général de Passation des Marchés. Toutefois, un retard dans la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés de la SNR, a été constaté. Il a été daté du 18 Février 2013 en violation de

l'article 06 du CMP qui stipule que l'avis général doit être établi et publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.

3.1.6 Archivage des dossiers

✚ Nous n'avons aucun constat concernant l'archivage.

3.1.7 Autres

✚ Nous avons obtenu les documents demandés relatifs à la comptabilité :

- Etats financiers,
- Balance générale,
- Grand livre des immobilisations,
- Balance auxiliaire des fournisseurs
- etc...

de la Société Nationale de Recouvrement pour réaliser les contrôles ci-dessous :

- s'assurer que toutes les dépenses comptabilisées (immobilisations, autres dépenses, etc..) ont fait l'objet de marchés (lorsque le seuil est atteint)
- s'assurer qu'il n'y a pas eu de fractionnement ;
- s'assurer de l'exhaustivité de la liste des marchés reçue.

Nous n'avons pas de constats spécifiques concernant la comptabilité de la structure.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

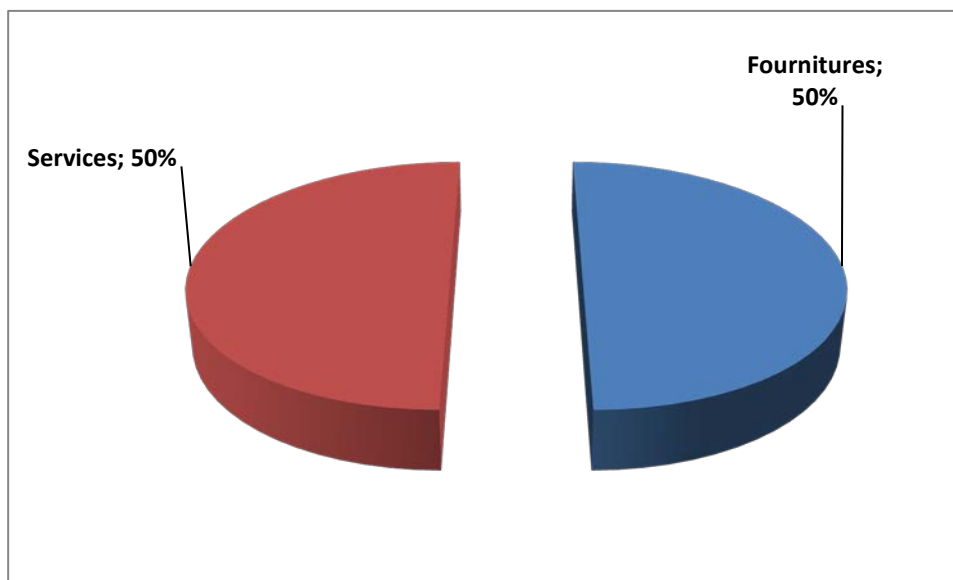
3.2.1 Echantillon

✚ Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2013 par la Société Nationale de Recouvrement.

✚ La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	1	39 728 963	1	39 728 963	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	5	59 330 390	5	59 330 390	100%	100%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	6	99 059 353	6	99 059 353	100%	100%

- La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 50% de marchés de fournitures pour un montant de 18 672 280 FCFA TTC
- 50% de marchés de services pour un montant de 80 387 073 FCFA TTC

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)

- Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ³ / SA ⁴ à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

- Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

³ Sociétés Nationales

⁴ Sociétés Anonymes

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP

N/A

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP

Nous n'avons pas relevé de constats spécifiques concernant le seul marché passé par AOO revu « Gardiennage d'immeubles » d'un montant de 39 728 963 FCFA attribué à Sofa Sécurité.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

La SNR n'a pas utilisé le mode Appel d'Offres Restreint pour la gestion 2013.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

La SNR n'a pas lancé de marchés de prestations intellectuelles pour la gestion 2013.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

- Les lettres d'invitation :
 - n'incluent pas les noms des candidats consultés en violation du circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009,
 - ne sont accompagnées ni d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat, ni d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu des qualifications minimales requises,

ainsi la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 Avril 2011 portant Code des Marchés Publics n'a pas été respectée.

- Les clauses de pénalités de retard et les délais d'exécution ou de livraison ne sont pris en compte dans aucun des documents obtenus.
- Les DRP attribuées n'ont pas été communiquées à la DCMP pour les besoins de statistiques en violation de l'article 78 du CMP.

DRP « Réparation et entretien de véhicules » d'un montant de 10 658 110 FCFA attribué à FAC

- Nous avons les décharges de tous les soumissionnaires sur les lettres d'invitation sauf sur celle du soumissionnaire « Garage Fouta Toro ».

DRP « fournitures informatiques » d'un montant de 8 982 202 FCFA attribué à Touré Equipement

- Nous avons constaté certaines irrégularités sur la date des lettres d'invitations. A titre d'exemple, la lettre d'invitation de Prestilux date du 03/04/2013, celle de Papeterie Ouest Africaine date du 27/03/2013 ou ceux de SITEL Technologie et AWMACA qui

datent du 02 avril 2013. Ceci en violation de l'article 78.2 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et du principe d'égalité de traitement des candidats évoqué à l'article 24 nouveau de la loi 2006-16 modifiant la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant code des obligations de l'Administration.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

- La SNR n'a pas utilisé le mode Entente directe pour la gestion 2013.

3.2.8 Avenants

- Il n'y a pas eu d'avenant sur les marchés passés par la SNR pour la gestion 2013.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

- Nous n'avons décelé aucun cas de fractionnement pour les DRP revues.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

- Le marché revu n'a pas fait l'objet de recours.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

- Nous n'avons pas de constats relatifs à l'exécution financière des marchés revus.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

- Les marchés de la SNR n'ont pas fait l'objet d'un audit physique.

4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
Dispositif Organisationnel		
1	Nous n'avons pas obtenu d'attestation ou de diplôme en matière de marchés publics justifiant que les membres de la commission ont suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2013.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.
2	Un retard a été constaté sur l'établissement de la note de service instituant la mise en place de la Commission des Marchés de la Société Nationale de Recouvrement. En effet, les décisions devant être transmises avant le 05 janvier de l'exercice concerné, ont été datées du 10 janvier 2013.	Nous recommandons à la SNR de mettre en place la Commission des marchés en début d'exercice et de transmettre les décisions (décision de la CM et celle de la Cellule) avant le 05 janvier de l'exercice concerné.
3	Nous n'avons pas obtenu d'attestation ou de diplôme en matière de marchés publics justifiant que le Responsable de la cellule a suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2013.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.
4	Nous n'avons obtenu ni les rapports trimestriels, ni le rapport annuel de la Cellule de Passation des marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP.	Nous recommandons à la cellule de produire des rapports trimestriels et annuels conformément à l'article 143 du CMP et de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.
5	Nous avons obtenu la preuve de publication de l'Avis Général de Passation. Toutefois, un retard dans la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés de la SNR, a été constaté. Il a été daté du 18 Février 2013 en violation de l'article 06 du CMP qui stipule que l'avis général doit être établi et publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.	Nous recommandons à la SNR de respecter l'établissement et la publication avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.
DRP		
1	Les lettres d'invitation : <ul style="list-style-type: none"> n'incluent pas les noms des candidats consultés en violation du circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009, ne sont accompagnées ni d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat, ni d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu des qualifications minimales requises, Ainsi la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 Avril 2011 portant Code des Marchés Publics n'a pas été respectée..	Nous recommandons à la SNR de respecter circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 Avril 2011 portant Code des Marchés Publics concernant les lettres d'invitation
2	Les clauses de pénalités de retard et les délais d'exécution ou de livraison ne sont pris en compte dans aucun des documents obtenus.	Nous recommandons à la SNR d'indiquer les clauses de pénalités de retard et les délais d'exécution ou de livraison de biens et services.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
3	Les DRP attribuées n'ont pas été transmises à la DCMP pour les besoins de statistiques en violation de l'article 78 du CMP.	Nous recommandons à la SNR de communiquer les DRP attribuées à la DCMP à des fins de statistique
4	Nous avons obtenu les décharges de tous les soumissionnaires sur les lettres d'invitation à l'exception du soumissionnaire garage Fouta Toro relatif à la « DRP Réparation et entretien de véhicules » d'un montant de 10 658 110 FCFA.	Nous recommandons à la SNR de veiller à ce que tous les soumissionnaires déchargent sur les lettres d'invitation.
5	Nous avons constaté certaines irrégularités sur les dates des lettres d'invitations. A titre d'exemple, la lettre d'invitation de Prestilux date du 03/04/2013, celle de Papeterie Ouest Africaine date du 27/03/2013 ou ceux de SITEL Technologie et AWMACA qui datent du 02 avril 2013 pour la DRP « fournitures informatiques » d'un montant de 8 982 202 FCFA. Ceci en violation de l'article 78.2 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et du principe d'égalité de traitement des candidats évoqué à l'article 24 nouveau de la loi 2006-16 modifiant la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant code des obligations de l'Administration.	Nous recommandons à la SNR de veiller à ce que les dates soient cohérentes conformément à l'article 78.2 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et du principe d'égalité de traitement des candidats évoqué à l'article 24 nouveau de la loi 2006-16 modifiant la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant code des obligations de l'Administration.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	Principales recommandations formulées lors de la revue de l'exercice 2013	Niveau d'application
1	Défaut de transmission des avis d'attribution à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics	Non résolu
2	Insuffisance du dispositif d'archivage et de classement	Résolu
3	Absence de formation des membres de la CM et de la CPM	Non résolu
4	Défaut d'élaboration du rapport annuel sur les marchés passés	Non résolu
5	Défaut de simultanéité dans l'envoi des lettres d'invitation	Partiellement résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	AOO	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	TOTAL	Statistiques des anomalies
Absence des noms des candidats, de formulaire de soumission, de projet de contrat, de modèle d'instruction aux soumissionnaires sur les lettres d'invitation		1	1	1	1	1	5	100%
Défaut de communication des DRP attribuées à la DCMP		1	1	1	1	1	5	100%
Irrégularités sur la datation de certaines lettres d'invitation					1		1	20%

7. ANNEXES

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la SNR
Dispositif Organisationnel			
1	Nous n'avons pas obtenu d'attestation ou de diplôme en matière de marchés publics justifiant que les membres de la Commission ont suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2013.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.	<i>Les membres de la Commission et de la Cellule de Passation des Marchés ont bel et bien bénéficié d'une formation en matière de passation des marchés publics en 2013 (voir en copie correspondance N°3277/DAGR/CSDAGR H/2013 ci-jointe). Mais ils n'ont pas reçu d'attestation.</i>
2	Un retard a été constaté sur l'établissement de la note de service instituant la mise en place de la Commission des Marchés de la Société Nationale de Recouvrement. En effet, les décisions devant être transmises avant le 05 janvier de l'exercice concerné, ont été datées du 10 janvier 2013.	Nous recommandons à la SNR de mettre en place la Commission des marchés en début d'exercice et de transmettre les décisions (décision de la CM et celle de la Cellule) avant le 05 janvier de l'exercice concerné.	<i>Concernant le retard, nous avons pris bonne note.</i>
3	Nous n'avons pas obtenu d'attestation ou de diplôme en matière de marchés publics justifiant que le Responsable de la Cellule a suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2013.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.	<i>L'unique membre de la CPM a suivi une formation en même temps que les membres de la CM.</i>
4	Nous n'avons obtenu ni les rapports trimestriels, ni le rapport annuel de la Cellule de Passation des marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP.	Nous recommandons à la cellule de produire des rapports trimestriels et annuels conformément à l'article 143 du CMP et de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	<i>Nous allons nous conformer aux dispositions de l'article 143, relatif à l'organisation et au fonctionnement des CPM, en ce qui concerne la production des rapports trimestriels et annuel.</i>
5	Nous avons obtenu la preuve de publication de l'Avis Général de Passation. Toutefois, un retard dans la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés de la SNR, a été constaté. Il a été daté du 18 Février 2013 en violation de l'article 06 du CMP qui stipule que l'avis général doit être établi et publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.	Nous recommandons à la SNR de respecter l'établissement et la publication avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.	<i>Nous avons pris bonne note.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la SNR
DRP			
1	<p>Les lettres d'invitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> n'incluent pas les noms des candidats consultés en violation du circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009, ne sont accompagnées ni d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat, ni d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu des qualifications minimales requises, <p>Ainsi la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 Avril 2011 portant Code des Marchés Publics n'a pas été respectée..</p>	Nous recommandons à la SNR de respecter circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 Avril 2011 portant Code des Marchés Publics concernant les lettres d'invitation	<i>Tous les manquements constatés seront pris en compte.</i>
2	Les clauses de pénalités de retard et les délais d'exécution ou de livraison ne sont pris en compte dans aucun des documents obtenus.	Nous recommandons à la SNR d'indiquer les clauses de pénalités de retard et les délais d'exécution ou de livraison de biens et services.	<i>Tous les manquements constatés seront pris en compte.</i>
3	Les DRP attribuées n'ont pas été transmises à la DCMP pour les besoins de statistiques en violation de l'article 78 du CMP.	Nous recommandons à la SNR de communiquer les DRP attribuées à la DCMP à des fins de statistique	<i>Tous les manquements constatés seront pris en compte.</i>
4	Nous avons obtenu les décharges de tous les soumissionnaires sur les lettres d'invitation à l'exception du soumissionnaire garage Fouta Toro relatif à la « DRP Réparation et entretien de véhicules » d'un montant de 10 658 110 FCFA.	Nous recommandons à la SNR de veiller à ce que tous les soumissionnaires déchargent sur les lettres d'invitation.	<i>Tous les manquements constatés seront pris en compte.</i>
5	Nous avons constaté certaines irrégularités sur les dates des lettres d'invitations. A titre d'exemple, la lettre d'invitation de Prestilux date du 03/04/2013, celle de Papeterie Ouest Africaine date du 27/03/2013 ou ceux de SITEL Technologie et AWMACA qui datent du 02 avril 2013 pour la DRP « fournitures informatiques » d'un montant de 8 982 202 FCFA. Ceci en violation de l'article 78.2 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et du principe d'égalité de traitement des candidats évoqué à l'article 24 nouveau de la loi 2006-16 modifiant la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant code des obligations de l'Administration.	Nous recommandons à la SNR de veiller à ce que les dates soient cohérentes conformément à l'article 78.2 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et du principe d'égalité de traitement des candidats évoqué à l'article 24 nouveau de la loi 2006-16 modifiant la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant code des obligations de l'Administration.	<i>Tous les manquements constatés seront pris en compte.</i>

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la SNR
Dispositif Organisationnel			
1	Nous n'avons pas obtenu d'attestation ou de diplôme en matière de marchés publics justifiant que les membres de la commission ont suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2013.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.	<p><i>Les membres de la Commission et de la Cellule de Passation des Marchés ont bel et bien bénéficié d'une formation en matière de passation des marchés publics en 2013 (voir en copie correspondance N°3277/DAGR/CSDAGR H/2013 ci-jointe). Mais ils n'ont pas reçu d'attestation.</i></p> <p><u>Avis du cabinet :</u> nous considérons votre commentaire, toutefois, nous n'avons pas obtenu les attestations ou diplômes.</p>
2	Nous n'avons pas obtenu d'attestation ou de diplôme en matière de marchés publics justifiant que le Responsable de la cellule a suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2013.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.	<p><i>L'unique membre de la CPM a suivi une formation en même temps que les membres de la CM.</i></p> <p><u>Avis du cabinet :</u> nous considérons votre commentaire, toutefois, nous n'avons pas obtenu les attestations ou diplômes.</p>